

Les subsides

eu chaud au cœur en le voyant décrire dans des termes élogieux le merveilleux travail accompli et l'indifférence du secrétaire à l'Agriculture des États-Unis. Le Sénat des États-Unis vient d'adopter une loi qui va limiter les importations de bœuf. Elle n'a pas encore été sanctionnée par le Congrès. Comme il n'y a aucun contrôle sur la production laitière, les agriculteurs ont terriblement peur que l'intervention du secrétaire à l'Agriculture dans la production laitière les obligent à abattre un million de vaches laitières. Ces vaches produisent un aliment nutritif qui pourrait être distribué dans le monde entier. On suggère de les abattre parce que les États-Unis ont un programme de subventions directes très importantes qui ne permet d'exercer aucun contrôle sur la production.

Les producteurs laitiers américains dont on connaît l'efficacité ont produit et produit encore et encore avec le résultat que les excédents de lait écrémé en poudre s'élèvent à près de 700,000 tonnes métriques. Les excédents de beurre, quant à eux, dépassent les 320,000 tonnes métriques. Les Américains ne savent qu'en faire. Mais les États-Unis étant une beaucoup plus grande puissance économique que le Canada, ils s'emparent de certains de nos marchés contrairement à ce qu'ils prétendent. Prenons l'exemple de la Jamaïque. Nous lui avons fourni du lait écrémé en poudre pendant des années. Elle échange des produits laitiers, surtout de la poudre de lait, pour de la bauxite. Nous n'en avons pas besoin au Canada et elle commerce donc avec les États-Unis. Ces derniers ont vendu au Mexique 60,000 tonnes de lait écrémé en poudre et lui en ont donné 20,000 tonnes au titre de l'aide alimentaire. Les Américains prétendent que cela n'a pas abaissé le prix. Pour ma part, je trouve cela discutable.

Je voudrais parler brièvement de la recherche. Le ministère de l'Agriculture s'est gagné une réputation mondiale dans le domaine de la recherche avicole en mettant au point un sérum qui permet de ne plus perdre un tiers des couvées comme auparavant, mais bien moins de 1/2 p. 100. Nos poules n'ont jamais pondue autant et si bien servi la société. Autrefois, il fallait près d'une heure de travail pour acheter une douzaine d'œufs. A l'heure actuelle, grâce au rendement et la longévité des poules, et grâce à la productivité, une heure moyenne de travail dans le secteur privé permet au Canadien moyen d'acheter tous ses œufs pour une année. Le Canadien moyen mange douze douzaines d'œufs par année. Le salaire moyen dans l'industrie est de \$12 l'heure, et le prix moyen d'une douzaine d'œufs au Canada est actuellement de \$1. Nous faisons l'envie du monde entier.

● (1250)

Ce sera notre meilleure année pour l'exportation de bovins Holstein de race. Il y a eu une expansion énorme. Ce sera notre meilleure année pour l'exportation de sperme et pour l'exportation de grain.

Je pourrais continuer sans fin à raconter ce que nous avons fait en agriculture. Le député prétend que je n'ai rien fait. Nous avons lancé 14 programmes nouveaux depuis que je suis à l'Agriculture et, pourtant, nous n'avons ajouté que 26 années-hommes à Agriculture Canada. Le vérificateur général a félicité le ministère de l'Agriculture pour le travail énorme qu'il accomplit.

Je pourrais continuer, parler des avances sans intérêts. Le député dit qu'il ne demande pas de cadeau, mais il y a ces

avances sans intérêts, et pas seulement à la Commission canadienne du blé. L'an dernier il y a eu près de 500 millions d'avances sans intérêts, et pourtant ils disent que nous ne faisons rien. Je terminerai en disant simplement qu'on ne croit jamais tant qu'à ce qu'on connaît le moins.

M. Gustafson: Monsieur le Président, on dirait que le ministre relit un des discours que M. Gardiner faisait en Saskatchewan il y a vingt ans. Ces chiffres ne sont pas valables actuellement. Si l'on compare les profits de 6 à 8 milliards de dollars que les agriculteurs ont réalisés au Canada aux crédits attribués à l'agriculture qui représentent 1.25 p. 100 du budget, on constate qu'il n'y a aucune commune mesure. C'est tout ce que j'ai à dire au sujet de ce discours.

M. Whelan: J'aurais quelques remarques à faire là-dessus. Je suis heureux que le député ait pris la parole et évoqué la mémoire de Jimmy Gardiner qui a été ministre fédéral de l'Agriculture durant 22 ans. Il était originaire de la Saskatchewan et il a probablement accompli plus que quiconque pour l'agriculture. Il comprenait l'agriculture, contrairement au député.

Le député contredit son collègue qui a affirmé que l'octroi de fonds ne garantira par la rentabilité de l'agriculture. Il affirme que nous devrions dépenser davantage. Il suffit de considérer d'autres pays qui dépensent davantage mais dont le secteur agricole n'est pas aussi prospère que le nôtre.

Nous avons établi des programmes qui permettent aux agriculteurs disposés à s'organiser de recevoir un prix convenable pour leurs produits. Il laisse entendre, monsieur le Président, que le salut de l'agriculture viendra des millions et des millions que nous y injecterons. Je suis certain qu'il ne le pense pas vraiment, car, à ce qu'on me dit, sa propre exploitation se passe des aumônes du gouvernement et s'il consentait à vous ouvrir ses livres, vous verriez qu'il entre dans la catégorie de 50 p. 100 dont je parlais tout à l'heure, de ceux qui ne doivent pas un cent.

M. Epp: Monsieur le Président, le ministre a affirmé dans son discours que les agriculteurs ne voulaient rien d'autre qu'un bénéfice raisonnable. Pour cela, ils doivent pouvoir faire face à leurs dépenses. Je voudrais demander au ministre pourquoi il n'a pas réussi à faire approuver par le cabinet la formule sur laquelle le gouvernement et les producteurs d'œufs s'étaient mis d'accord, soit que les dépenses d'exploitation soient couvertes. Pourquoi n'a-t-il pas pu faire accepter par le cabinet que les coûts d'exploitation des agriculteurs soient limités à 6 et 5 p. 100?

M. Whelan: Monsieur le Président, le député ne sait pas ce qui a été accepté par le cabinet. Je ne pense pas qu'il le sache. Nous examinons la question cette semaine et je suis sûr qu'il serait bien étonné d'apprendre ce qui est accepté par le cabinet. Mais je ne peux pas en parler librement en ce moment.

Je suis vraiment heureux que le député de Provencher (M. Epp) soit tellement en faveur des offices de commercialisation. J'espère que vous tenez cela du caucus de votre parti et de votre chef. J'entends constamment des gens qui me disent: «attendez que l'on change de gouvernement et que nous nous débarrassions de tous ces offices».

M. McCain: Non, vous n'avez jamais entendu ça de ce côté-ci de la Chambre.

M. Whelan: Oh, mais je reçois beaucoup de lettres à ce sujet. Vous ne savez pas quelle impression vous avez fait sur les